

Illettrisme : échange de « bonnes pratiques »



Bernard Bailbé, directeur régional du Travail et Hervé Fernandez, secrétaire général de l'ANLCI : mutualiser les expériences. Photo Arnaud CASTAGNÉ

Des entreprises s'engagent dans la lutte contre ce que les spécialistes définissent comme une «mauvaise maîtrise des savoirs de base».

BESANÇON. _ LU emploie 150 personnes à Besançon. La moyenne d'âge y est de 47 ans. 85 % sont ouvriers ou employés et 30 % n'ont aucun diplôme. Les formations menées dans le cadre du programme Evoluance du groupe Danone ont déjà abouti à six certificats de formation générale, sept bacs pro et un BTS, bilan présenté au forum régional des pratiques de lutte contre l'illettrisme. Comme à Besançon et Dijon, de décembre à mars, des rencontres régionales précèdent le forum national prévu en juin à Lyon. Ainsi, l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI) fera le point sur les « bonnes pratiques » et les stratégies développées en région. En Franche-Comté, la parole était donnée vendredi aux entreprises.

Mimétisme et tâtonnements

Il faut effectivement se méfier des idées reçues, les situations d'illettrisme se rencontrent davantage dans les entreprises que parmi les demandeurs d'emploi. Et comme le démontre Gilbert **Morlet**, auteur d'une thèse sur le sujet, « la mauvaise maîtrise des savoirs de base est compatible avec la maîtrise des savoir-faire ». On observe même que « ce sont les moins scolarisés qui connaissent le mieux leur environnement de travail ». Les opérateurs cités en exemple par Gilbert **Morlet** ont en commun de « réelles qualités professionnelles » et se font remarquer par leur productivité. Mais l'apprentissage s'est fait sur le tas, « par mimétisme et tâtonnements ». La transmission des consignes se fait oralement et c'est la lecture des écrits professionnels qui révèle la situation. C'est sans doute pourquoi, toutes les stratégies présentées vendredi mettent les situations de travail au coeur de la formation. Par exemple, le montage et le démontage d'un moteur chez Peugeot Motocycles. « Les programmes sont individualisés et les supports sont l'entreprise et la vie personnelle », renchérit Anne Alvarez, DRH de LU. La « mise en mots de la tâche », l'implication dans la communication interne, la formation en situation réelle de travail sont « les bonnes pratiques », recensées par Gilbert **Morlet**. L'intérêt du salarié rejoint celui de l'entreprise : il s'agit chez LU de parvenir à « une professionnalisation durable ». Et, comme au sein de Prodesa, le succès vient toujours d'une « forte motivation ». Dans cette association d'aide à domicile du Jura cependant, on se refuse à parler d'illettrisme, « pour ne pas stigmatiser ».

Un plan régional

Parmi les 18-65 ans, on estime en France à 3 millions le nombre de personnes illettrées. Qui sont allées à l'école mais « qui ne parviennent pas à comprendre ou à transmettre un message simple comme la liste des courses ou un programme de télévision », explique Hervé Fernandez, secrétaire général de l'ANLCI. 57 % sont en situation d'emploi. Selon les mêmes proportions, on compte en Franche-Comté 62.550 personnes illettrées, dont 35.000 « dans l'emploi », mais « dans une région et à une époque de mutation forte » souligne Bernard Bailbé, directeur régional du Travail. Contre cet illettrisme, la force réside dans « le savoir faire réel » des organismes de formation et des travailleurs sociaux. La faiblesse est dans la nécessité de structurer les compétences. Ce sera l'objet d'un plan régional qui « à quelques semaines près, aurait pu être présenté à ce forum ». Il s'agira, précise Bernard Bailbé, « de coordonner, d'affiner l'analyse des besoins, d'améliorer la prévention ». Une bonne coordination étant « un plan régional et une action locale, territorialisée. »

Jean-Pierre GOVIGNAUX